

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE À LA 21^e ÉDITION P. 13

1. CONNAISSANCE DE LA PROFESSION P. 15

- Combien d'assistantes maternelles
et d'assistantes familiales ? p. 15
- Assistantes maternelles p. 15
- Assistantes familiales p. 15

CHAPITRE I. LES ASSISTANTES MATERNELLES ET LES ASSISTANTES FAMILIALES P. 17

- I – Les assistantes maternelles p. 17
 - A. Cas général p. 17
 - B. Cas particuliers p. 18
- II – Les assistantes familiales p. 19
 - A. Assistantes familiales p. 19
 - B. Familles d'accueil p. 20
- III – Les assistantes mixtes :
maternelles et familiales p. 20

CHAPITRE II. LES DIFFÉRENTS EMPLOYEURS P. 21

- I – Les particuliers employeurs p. 21
 - A. Assistantes maternelles p. 21
 - B. Assistantes familiales p. 21
- II – Les employeurs personnes
morales de droit privé p. 21
 - A. Assistantes maternelles p. 22
 - B. Assistantes familiales p. 22
- III – Les employeurs personnes
morales de droit public p. 24
 - A. Assistantes maternelles p. 24
 - B. Assistantes familiales p. 24

CHAPITRE III. LE DROIT APPLICABLE AUX ASSISTANTES MATERNELLES ET AUX ASSISTANTES FAMILIALES P. 25

- I – Un droit compliqué p. 25
- II – Le droit applicable selon le métier p. 25
 - A. Assistantes maternelles employées
par des particuliers p. 25
 - B. Assistantes maternelles
employées par des personnes
morales de droit privé p. 26
 - C. Assistantes maternelles
employées par des personnes
morales de droit public p. 27
 - D. Assistantes familiales employées
par des personnes morales
de droit privé p. 27
 - E. Assistantes familiales employées
par des personnes morales
de droit public p. 28

CHAPITRE IV. LES INFORMATIONS ET LES AIDES P. 29

- I – Les informations sur la profession p. 29
 - A. Assistantes maternelles p. 29
 - B. Assistantes familiales p. 30
- II – Les relais petite enfance p. 31
 - A. Consécration législative p. 31
 - B. Missions p. 31
 - C. Statut et financement p. 32
 - D. Faiblesses du dispositif p. 32
- III – Les aides pécuniaires
aux assistantes maternelles p. 33
 - A. Prime à l'installation p. 33
 - B. Prêt à taux zéro p. 33

2. L'AGRÈMENT P. 35

CHAPITRE I. LA PROCÉDURE D'AGRÈMENT P. 37

I – Les dispenses d'agrément..... p. 37

A. *Qui est dispensé d'agrément ?* p. 37

B. *Statut*..... p. 37

II – La demande d'agrément p. 38

A. *Dossier de demande d'agrément*..... p. 38

B. *Envoi du dossier*..... p. 41

III – L'instruction de la demande p. 41

A. *Compétence*..... p. 41

B. *Conditions d'agrément* p. 42

C. *Délais d'instruction* p. 47

IV – La décision p. 47

A. *Octroi de l'agrément*..... p. 47

B. *Refus d'agrément*..... p. 49

V – L'agrément pour exercer en MAM..... p. 50

A. *Personne non agréée*..... p. 50

B. *Assistante maternelle déjà agréée*.... p. 51

CHAPITRE II. LE CONTENU DE L'AGRÈMENT P. 52

**I – L'accueil simultané
et le nombre d'enfants..... p. 52**

A. *Nombre d'enfants accueillis
simultanément*..... p. 52

B. *Dérogation sur demande
pour besoins spécifiques*..... p. 52

C. *Dérogation sur information
pour besoins ponctuels* p. 54

D. *Nombre total d'enfants*..... p. 54

II – Les horaires d'accueil..... p. 55

III – L'âge des enfants p. 55

IV – La validité de l'agrément..... p. 55

A. *Durée de validité*..... p. 55

B. *Validité nationale*..... p. 55

**V – Le suivi et le contrôle
de l'agrément p. 56**

A. *Information sur les modifications
des conditions d'accueil*..... p. 56

B. *Suivi des assistantes maternelles*..... p. 56

C. *Contrôle et obligations d'information
des assistantes maternelles*..... p. 57

**CHAPITRE III. LE RENOUELEMENT
DE L'AGRÈMENT P. 58**

I – La demande de renouvellement p. 58

A. *Dossier de renouvellement
d'agrément*..... p. 58

B. *Envoi du dossier*..... p. 59

II – L'instruction p. 60

III – La décision p. 60

IV – La durée du renouvellement..... p. 61

**CHAPITRE IV. LE RETRAIT, LA MODIFICATION
ET LA SUSPENSION DE L'AGRÈMENT P. 62**

**I – Le retrait et la suspension
d'agrément..... p. 62**

A. *Retrait de l'agrément*..... p. 62

B. *Suspension de l'agrément*..... p. 64

II – La modification de l'agrément p. 65

A. *Modification à l'initiative du président
du conseil départemental*..... p. 65

B. *Modification sur demande
de l'assistante maternelle* p. 65

III – La procédure..... p. 66

A. *La CCPD*..... p. 66

B. *Décision*..... p. 68

CHAPITRE V. LES RECOURS..... P. 69

I – Le recours gracieux..... p. 69

II – Le recours pour excès de pouvoir p. 69

III – Les formalités p. 70

**CHAPITRE VI. L'INFORMATION
SUR L'AGRÈMENT..... P. 71**

I – Les autorités locales..... p. 71

II – Les parents p. 71

A. *Liste des assistantes
maternelles agréées* p. 71

B. *Décisions relatives à l'agrément*..... p. 72

III – L'employeur.....	p. 73	CHAPITRE II. LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE.....	P. 83
IV – Les organismes sociaux.....	p. 73	I – Les assistantes maternelles employées par des particuliers.....	p. 83
CHAPITRE VII. LES SANCTIONS.....	P. 75	A. Accès à la formation.....	p. 83
I – L'accueillante.....	p. 75	B. Quelles formations ?.....	p. 83
A. Refus, suspension, retrait d'agrément.....	p. 75	C. Prise en charge des formations prioritaires.....	p. 83
B. Mise en demeure d'une régularisation.....	p. 75	II – Les assistantes maternelles employées par des personnes morales de droit privé.....	p. 84
C. Interdiction professionnelle.....	p. 76	III – Les assistantes maternelles employées par des personnes morales de droit public.....	p. 85
II – L'employeur.....	p. 76	CHAPITRE III. LA VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE.....	P. 86
A. Emploi d'une personne non agréée.....	p. 76	I – la procédure de VAE.....	p. 87
B. Emploi d'une personne non déclarée.....	p. 76	II – La décision du jury.....	p. 87
3. LA FORMATION DES ASSISTANTES MATERNELLES.....	P. 77	III – Le financement.....	p. 87
CHAPITRE I. LA FORMATION INITIALE DES ASSISTANTES MATERNELLES.....	P. 79	CHAPITRE IV. LE CAP ACCOMPAGNANT ÉDUCATIF PETITE ENFANCE.....	P. 89
I – La formation des assistantes maternelles à compter du 1 ^{er} janvier 2019.....	p. 79	I – L'organisation du CAP accompagnant éducatif petite enfance.....	p. 89
A. Durée et organisation de la formation.....	p. 79	A. Unités professionnelles.....	p. 89
B. Contenu de la formation.....	p. 81	B. Unités générales.....	p. 91
C. Validation de la formation.....	p. 81	II – L'obtention du CAP Accompagnant éducatif Petite enfance.....	p. 91
D. Dispenses de formation.....	p. 82	A. VAE.....	p. 91
II – la formation des assistantes maternelles applicable avant le 1^{er} janvier 2019.....	p. 82	B. Examens.....	p. 92
A. Assistantes maternelles ayant suivi une formation avant le 1 ^{er} janvier 2019.....	p. 82	CHAPITRE VII. OBLIGATION D'INFORMATION DE L'ASSISTANTE MATERNELLE SUR MONENFANT.FR.....	P. 93
B. Mesures transitoires pour les assistantes maternelles n'ayant pas terminé leur formation avant le 1 ^{er} janvier 2019.....	p. 82	A. Informations sur les coordonnées de l'assistante maternelle.....	p. 93
		B. Information sur les disponibilités de l'assistante maternelle.....	p. 93

4. L'EMBAUCHE P. 95

**CHAPITRE I. L'EMPLOI
PAR UN PARTICULIER P. 97**

**I – L'engagement réciproque
et le contrat de travail p. 97**

A. Engagement réciproque p. 97

B. Conclusion du contrat de travail p. 98

C. Modification du contrat de travail p. 101

D. Périodes d'essai et d'adaptation p. 101

II – Les démarches à entreprendre p. 102

A. Employeur p. 102

B. Assistante maternelle p. 103

III – Les aides à l'embauche p. 103

A. Complément de libre choix
du mode de garde
« assistante maternelle » p. 103

B. Crédit d'impôt pour frais de garde p. 108

IV – Le contrat d'assurance p. 108

V – L'obligation vaccinale p. 109

**CHAPITRE II. L'EMPLOI PAR UNE
PERSONNE MORALE DE DROIT PRIVÉ P. 110**

I – Le contrat de travail p. 110

A. Forme et contenu p. 110

B. Durée p. 111

C. Formalités p. 111

D. Période d'essai p. 111

E. Modification du contrat de travail p. 112

II – L'accueil et le contrat d'accueil p. 113

III – Les aides p. 113

A. Aides à l'employeur p. 113

B. Aides aux parents p. 113

Plafonds de ressources (en euros)
applicables jusqu'au 31 décembre 2022
sur les ressources de 2022 p. 114

Plafonds de prise en charge
de la dépense de crèche,
par enfant, au 1^{er} avril 2020 p. 114

IV – Le contrat d'assurance p. 115

**CHAPITRE III. L'EMPLOI PAR UNE
PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC P. 116**

I – L'accès à l'emploi p. 116

II – Le contrat de travail p. 117

A. Forme et contenu p. 117

B. Durée p. 117

C. Période d'essai p. 118

D. Modification du contrat de travail p. 118

E. Cumul d'emplois p. 119

III – L'accueil et le contrat d'accueil p. 119

IV – Les aides p. 119

A. Aides à l'employeur p. 119

B. Crédit d'impôt pour frais
de garde des parents p. 120

V – Le contrat d'assurance p. 120

**5. LA RÉMUNÉRATION
DES ASSISTANTES
MATERNELLES P. 121**

CHAPITRE I. LE SALAIRE DE BASE P. 123

I – Le salaire minimum p. 123

A. Minimum légal p. 124

B. Minimum conventionnel p. 124

C. Heures majorées p. 124

II – La mensualisation p. 127

A. Calcul du salaire mensuel p. 127

B. Paiement du salaire p. 131

III – Les règles d'augmentation p. 131

**CHAPITRE II. LES INDEMNITÉS
ET MAJORATIONS P. 133**

I – L'absence de l'enfant p. 133

A. Principe p. 133

B. Première exception : les absences
dues à l'assistante maternelle p. 133

C. Deuxième exception :
la maladie de l'enfant p. 133

D. Indemnité compensatrice de congés payés..... p. 167

II – Le secteur public..... **p. 167**

A. Durée des congés payés..... p. 167

B. Prise du congé..... p. 168

C. Indemnité représentative de congés payés..... p. 169

D. Indemnité compensatrice de congés payés..... p. 169

CHAPITRE IV. LE PREMIER MAI, LES JOURS FÉRIÉS, LA JOURNÉE DE SOLIDARITÉ **P. 171**

I – Le premier mai..... **p. 171**

A. Premier Mai chômé..... p. 171

B. Premier Mai travaillé..... p. 171

II – Les jours fériés..... **p. 171**

A. Secteur privé..... p. 171

B. Secteur public..... p. 172

III – La journée de solidarité..... **p. 172**

A. Fixation de la date..... p. 172

B. Absence de rémunération..... p. 173

CHAPITRE V. LES CONGÉS POUR ÉVÉNEMENTS FAMILIAUX..... **P. 174**

I – L'employeur de droit privé..... **p. 174**

A. Congé pour événements familiaux... p. 174

B. Congé pour enfant malade..... p. 175

C. Congé de solidarité familiale..... p. 175

D. Congé de proche aidant..... p. 175

II – L'employeur de droit public..... **p. 176**

CHAPITRE VI. LES DROITS COLLECTIFS..... **P. 177**

I – L'employeur particulier..... **p. 177**

A. Droit syndical..... p. 177

B. Représentation du personnel..... p. 177

II – L'employeur personne morale de droit privé..... **p. 178**

A. Droit syndical..... p. 178

B. Représentation du personnel..... p. 178

C. Droit d'expression..... p. 178

III – L'employeur personne morale de droit public..... **p. 178**

A. Droit syndical..... p. 179

B. Représentation du personnel..... p. 179

7. LA RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL..... **P. 181**

CHAPITRE I. LE RETRAIT D'ENFANT PAR LE PARTICULIER EMPLOYEUR..... **P. 183**

I – La liberté du retrait d'enfant..... **p. 183**

A. Rupture du contrat en période d'essai..... p. 183

B. Rupture du contrat par retrait d'enfant..... p. 184

II – La procédure..... **p. 187**

A. Signification de la rupture..... p. 187

B. Préavis..... p. 187

III – Les indemnités..... **p. 190**

A. Indemnité de préavis..... p. 190

B. Indemnité de rupture..... p. 190

C. Indemnité compensatrice de congés payés..... p. 191

D. Régularisation du salaire mensualisé..... p. 191

E. Indemnité pour rupture abusive..... p. 192

IV – Les documents à fournir..... **p. 192**

V – Le contentieux..... **p. 193**

CHAPITRE II. LE LICENCIEMENT PAR UNE PERSONNE MORALE..... **P. 194**

I – La cause réelle et sérieuse..... **p. 194**

A. Définition..... p. 194

B. Licenciement pour motif personnel... p. 194

C. Licenciement pour motif économique..... p. 197

II – La procédure..... **p. 197**

A. Procédure de droit commun..... p. 197

B. Procédure pour un représentant du personnel..... p. 199

C. Procédure en cas de retrait ou de suspension d'agrément.....	p. 199
D. Préavis.....	p. 200
III – Les indemnités légales.....	p. 202
A. Indemnité de préavis.....	p. 202
B. Indemnité de licenciement.....	p. 202
C. Indemnité de congés payés.....	p. 203
D. Indemnités pour licenciement sans cause réelle et sérieuse.....	p. 203
IV – Les documents à fournir.....	p. 203
V – Le contentieux et les sanctions.....	p. 204
A. Contentieux civil et sanctions du licenciement irrégulier.....	p. 204
B. Contentieux administratif et sanctions du licenciement irrégulier.....	p. 207
CHAPITRE III. LA RUPTURE CONVENTIONNELLE DU CONTRAT DE TRAVAIL.....	P. 209
I – La procédure.....	p. 209
A. Convention de rupture.....	p. 209
B. Homologation.....	p. 210
II – La rupture du contrat.....	p. 210
III – Les recours.....	p. 210
CHAPITRE IV. LA DÉMISSION DE L'ASSISTANTE MATERNELLE.....	P. 211
I – La démission de l'assistante maternelle employée par un particulier.....	p. 211
A. Durée du préavis.....	p. 211
B. Effets de la démission.....	p. 212
C. Sanctions.....	p. 212
D. Contentieux.....	p. 213
II – La démission de l'assistante maternelle employée par une personne morale.....	p. 213
A. Durée du préavis.....	p. 213
B. Effets de la démission.....	p. 213
C. Sanctions.....	p. 214
D. Contentieux.....	p. 214
CHAPITRE V. LA FIN DU CONTRAT DE TRAVAIL ET LA RETRAITE DE L'ASSISTANTE MATERNELLE.....	P. 215
I – La dérogation à la cessation d'activité.....	p. 215
II – La cessation d'activité et son indemnisation.....	p. 215
A. Assistantes maternelles du secteur privé.....	p. 216
B. Assistantes maternelles du secteur public.....	p. 217
8. LA RESPONSABILITÉ DES ASSISTANTES MATERNELLES.....	P. 219
CHAPITRE I. LE SECRET PROFESSIONNEL.....	P. 221
I – La responsabilité pénale.....	p. 221
A. Champ d'application.....	p. 221
B. Obligations.....	p. 222
II – La responsabilité civile.....	p. 223
CHAPITRE II. LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES ASSISTANTES MATERNELLES.....	P. 225
I – Les infractions liées à l'agrément des assistantes maternelles.....	p. 225
II – Les infractions liées à la garde des mineurs.....	p. 225
A. Infractions intentionnelles.....	p. 225
B. Infractions par abstention.....	p. 226
C. Infractions par imprudence ou négligence.....	p. 227

CHAPITRE III. LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ASSISTANTES MATERNELLES EMPLOYÉES PAR DES PERSONNES DE DROIT PRIVÉ..... P. 229

- I – La responsabilité pour les dommages causés aux mineurs gardés..... p. 229
 - A. Responsabilité contractuelle.....p. 229
 - B. Responsabilité pour faute.....p. 231
 - C. Responsabilité du fait des choses... p. 231
- II – La responsabilité pour les dommages causés par les mineurs gardés p. 232
 - A. Responsabilité du mineur et de ses parents.....p. 233
 - B. Responsabilité du fait d'autruip. 235
 - C. Responsabilité pour faute personnelle de l'assistante maternelle.....p. 235
- III – La responsabilité pécuniaire de l'assistante maternelle p. 236

CHAPITRE IV. LA RESPONSABILITÉ ADMINISTRATIVE DES ASSISTANTES MATERNELLES EMPLOYÉES PAR DES PERSONNES DE DROIT PUBLIC..... P. 237

- I – La responsabilité pour les dommages causés aux mineurs gardés..... p. 237
- II – La responsabilité pour les dommages causés par les mineurs gardés p. 238

CHAPITRE V. LES DOMMAGES MATÉRIELS CAUSÉS À L'ASSISTANTE MATERNELLE P. 239

- I – L'assistante maternelle employée par une personne de droit privé..... p. 239
- II – L'assistante maternelle employée par une personne de droit public.....p. 239
- III – L'indemnisation par l'assureur.....p. 240

9. LA PROTECTION SOCIALE DES ASSISTANTES MATERNELLES P. 241

CHAPITRE I. LA MALADIE ET LES ACCIDENTS NON PROFESSIONNELS P. 243

- I – L'assurance maladie p. 243
 - A. Prise en charge des frais de santé.....p. 243
 - B Prestations en espèces.....p. 243
- II – L'assurance invalidité..... p. 244
- III – Les indemnités complémentaires p. 246
 - A Maladie.....p. 246
 - B Invalidité.....p. 247

CHAPITRE II. LA MATERNITÉ ET L'ADOPTION P. 248

- I – La maternité p. 248
 - A Congé de maternitép. 248
 - B Prestations de la sécurité sociale.....p. 248
- II – L'adoption p. 249
 - A Congé d'adoption.....p. 249
 - B Indemnités journalièresp. 250
- III – Le congé de paternité et d'accueil de l'enfant p. 250

CHAPITRE III .LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES..... P. 251

- I – Le champ d'application de la protection..... p. 251
 - A Notion d'accident du travail.....p. 251
 - B Notion de maladie professionnellep. 251
- II – La procédure d'indemnisation..... p. 252
 - A Accidents du travail.....p. 252
 - B Maladie professionnelle.....p. 252
- III – Les prestations..... p. 252
 - A Prestations en naturep. 252
 - B Indemnités journalièresp. 252
 - C Rentes.....p. 253

CHAPITRE IV. LES PRESTATIONS FAMILIALES	P. 254	CHAPITRE VII. LE FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE	P. 269
I – Le congé parental d’éducation et la Prepare	p. 254	I – Les cotisations	p. 269
<i>A. Congé parental d’éducation</i>	<i>p. 254</i>	<i>A. Sécurité sociale</i>	<i>p. 269</i>
<i>B. Prepare</i>	<i>p. 255</i>	<i>B. Retraites complémentaires</i>	<i>p. 270</i>
II – Le congé et l’allocation journalière de présence parentale	p. 256	<i>C. Assurance chômage</i>	<i>p. 270</i>
<i>A Congé de présence parentale</i>	<i>p. 256</i>	II – Le recouvrement des cotisations	p. 271
<i>B. Allocation journalière de présence parentale</i>	<i>p. 257</i>	<i>A. Personnes morales</i>	<i>p. 271</i>
CHAPITRE V. LA VIEILLESSE	P. 258	<i>B. Particuliers employeurs</i>	<i>p. 271</i>
I – L’assurance vieillesse	p. 258	Annexe I. CODE DE L’ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES	P. 273
<i>A. Droit à pension de vieillesse</i>	<i>p. 258</i>	Annexe II. CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE	P. 313
<i>B. Calcul de la pension</i>	<i>p. 259</i>	Annexe III. CODE DU TRAVAIL	P. 317
II – La retraite complémentaire	p. 261	Annexe IV. CODE PÉNAL	P. 327
CHAPITRE VI. LE CHÔMAGE	P. 262	Annexe V. DISPOSITIONS NON CODIFIÉES	P. 328
I – L’ASSURANCE chômage	p. 262	Annexe VI. DÉCRET N° 88-145 DU 15 FÉVRIER 1988 MODIFIÉ	P. 329
<i>A. Conditions</i>	<i>p. 262</i>	Annexe VII. CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES PARTICULIERS EMPLOYEURS ET DE L’EMPLOI À DOMICILE DU 15 MARS 2021 (IDCC 3239)	P. 331
<i>B. Allocation de chômage</i>	<i>p. 263</i>	Annexe VIII. MODÈLE DE CONTRAT DE TRAVAIL À DURÉE INDÉTERMINÉE CONCLU ENTRE PARENTS ET ASSISTANTE MATERNELLE	P. 363
<i>C. Accompagnement personnalisé</i>	<i>p. 265</i>	Annexe IX. ADRESSES PROFESSIONNELLES	P. 364
<i>D. Activités réduites et reprises d’activité</i>	<i>p. 266</i>	INDEX	P. 241
<i>E. Assistantes maternelles du secteur public</i>	<i>p. 267</i>		
II – L’allocation de solidarité spécifique	p. 268		
<i>A. Conditions d’ouverture du droit</i>	<i>p. 268</i>		
<i>B. Allocation</i>	<i>p. 268</i>		